



Editorial :

Pour un emploi public statutaire basé sur les besoins réels en matière de services publics.

Pour un emploi public statutaire basé sur les besoins réels en matière de services publics. Pour préserver et améliorer le statut de la fonction publique et l'indépendance des personnels ; pour la défense de nos retraites et du code des pensions. Pour un service public de qualité et de proximité répondant encore mieux aux besoins de toute la population.

La FSU entend construire un mouvement dans la durée associant campagne d'opinion et actions des personnels. Elle appelle à une première étape d'actions le 18 octobre : elle propose que les fédérations de fonctionnaires appellent à la grève de façon unitaire ce jour-là. Elle propose de débattre d'une nouvelle étape fonction publique en novembre.

BDFN du 1er octobre

Pour : 40 – contre : 2 – abst : 3 – refus de vote : 0
(mandat pour la réunion unitaire)

Pour le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat et l'ouverture immédiate de négociations salariales.

Pour le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat et l'ouverture immédiate de négociations salariales. Pour un emploi public statutaire basé sur les besoins réels en matière de services publics. Pour préserver et améliorer le statut de la fonction publique et l'indépendance des personnels ; pour la défense de nos retraites et du code des pensions. Pour un service public de qualité et de proximité répondant encore mieux aux besoins de toute la population.

La FSU entend construire un mouvement dans la durée associant campagne d'opinion et actions des personnels. Elle propose une première étape d'actions (grèves, manifestations) le 18 octobre. Elle propose de débattre d'une nouvelle étape fonction publique en novembre.

BDFN du 1er octobre

Communiqué des fédérations de fonctionnaires

La conférence de ce matin dans la continuité du discours de Nicolas Sarkozy n'a pas apporté de réponse aux revendications portées par les fédérations de fonctionnaires :

- Pour le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat et l'ouverture immédiate de négociations salariales.
- Pour un emploi public statutaire basé sur les besoins réels en matière de services publics.
- Pour préserver et améliorer le statut de la fonction publique et l'indépendance des personnels.
- Pour un service public de qualité et de proximité répondant encore mieux aux besoins de toute la population.

Les fédérations de fonctionnaires conviennent de se revoir le 26 octobre pour décider des modalités d'une action nationale à la mi novembre indépendamment des initiatives décidées d'ici là.

CGT-CFDT –FO- UNSA- FSU- CFTC- Solidaires, le 1er octobre

Le point de la situation au soir du 1er octobre

Le BDFN du lundi 1er avait débattu de la position de la FSU et avait très majoritairement adopté un mandat établissant une plate forme en 5 points : salaires, emploi public, défense des statuts, défense des retraites et du code des pensions, défense du service public et se concluant ainsi « La FSU entend construire un mouvement dans la durée associant campagne d'opinion et actions des personnels », appelant à une première étape d'action le 18 octobre et mandatant la FSU pour proposer un appel unitaire à la grève dans la fonction publique à cette date et proposer de débattre d'une nouvelle étape en novembre. C'est donc le mandat que nous avons défendu lors de la réunion unitaire Fonction Publique ce soir. FO a fait état de sa position : une action fonction publique en novembre et pour le 18 octobre une action (voire un soutien à l'action) sur la seule question des retraites. La CFTC a exclu tout appel pour le 18 et repris la proposition d'une action fonction publique en novembre. La CGC pour sa part n'avait aucun mandat pour envisager aujourd'hui une action ; pour l'UNSA un appel au 18 était totalement exclu et nos camarades nous ont affirmé n'avoir comme seul mandat que celui de proposer une «lettre ouverte » au Président de la République ; la CFDT opposée fermement à tout appel le 18 octobre se disait prête à envisager une action nationale en novembre ; la CGT avait un mandat pour appeler au 18 et se refusait initialement à envisager un texte mettant en perspective une action en novembre si ce texte excluait le 18 ; et Solidaires se prononçait à peu près dans les mêmes termes. L'échange d'arguments entre partisans et adversaires du 18 n'a pas permis d'avancer. Le choix était donc soit d'en rester là et de sortir sans déclaration commune soit de trouver un moyen d'annoncer ce qui pouvait être un point d'accord assez largement partagé (envisager une action en novembre) sans que cela pose de problème à ceux qui voulaient appeler au 18. C'est cette seconde hypothèse qui a fini par aboutir au texte que vous avez reçu après de très longues discussions où l'UNSA surtout et dans une moindre mesure la CFDT, ont longuement bataillé pour que la mention du 18 soit aussi peu explicite que possible (comme vous le voyez le mot "octobre" n'est même pas prononcé...). Nous nous y sommes ralliés pour que la réunion, très suivie par la presse n'apparaisse pas comme un total échec mais aussi pour acter par écrit la perspective d'une décision d'action unitaire en novembre (comme vous le voyez le texte parle de débattre des « modalités » d'une action et non de son principe). Que va faire la FSU à partir de là ? Un appel à 4 pour le 18 semblait difficile dès ce soir vu la position de FO sur les mots d'ordre et il a été convenu de se donner 48 heures pour réfléchir. Le BDFN de cet après midi avait débattu d'une hypothèse d'échec d'un appel unitaire : toutes les composantes de la fédération n'avaient pas de mandat pour accepter un appel ferme à la grève sans unité tant soit peu large. Le BDFN avait donc adopté un texte donnant une orientation (« elle propose une première étape d'actions (grèves et manifestations) le 18 octobre ») et qu'un secrétariat se réunirait mercredi en début d'après midi pour prendre une décision ferme sur les modalités de l'action à partir de la situation et des consultations que chacun mènerait et des contacts pris avec les autres organisations susceptibles d'appeler.

Gérard Aschiéri

Notation des fonctionnaires

L'individualisation des carrières est en marche ; on en verra la preuve dans la publication au JO du 19 septembre du décret d'application de l'expérimentation de la suppression de la notation des fonctionnaires de l'État au profit d'une évaluation basée sur un entretien professionnel annuel. Pour rendre de meilleurs services, les agents ont besoin de travailler en équipe, plus collectivement. Parce qu'elle tournait le dos à cette exigence, en mettant les personnels en concurrence, en donnant plus de poids à la hiérarchie, en favorisant les « négociations » individuelles, la réforme de l'évaluation conduite en 2002 a été largement contestée par les agents. Au lieu d'en tirer les conséquences, la loi de modernisation de février 2007 propose de l'approfondir.

Ce qui est en cause dans ce conflit, c'est moins l'introduction d'un « entretien professionnel » que la disparition de la notation. En effet, le déroulement de carrière plus ou moins rapide sera désormais conditionné par le seul compte rendu d'entretien, instrument de départage nettement moins objectif, transparent et révisable qu'une note chiffrée.

En outre, le décret rend obligatoire la modulation individualisée du régime indemnitaire en fonction du compte rendu d'entretien. C'est la voie grande ouverte vers une individualisation des carrières et des rémunérations.

Augmentation de la durée de cotisation, d'autres choix sont possibles

Le premier ministre vient d'affirmer que la durée de cotisation pour un taux plein serait portée de 40 à 41 ans entre 2009 et 2012.

Cette annonce brutale réduit à néant l'intérêt du rendez-vous de 2008 prévu par la loi, puisque, l'essentiel étant déjà décidé, la négociation est sans objet.

Les travaux du COR montrent que les réformes de 1993 et 2003, dont le principal fondement était d'allonger la durée de cotisation par des pénalisations et incitations financières, n'ont pas modifié les comportements de départ en retraite des assurés : le gouvernement n'en tient aucun compte !

Dans le secteur privé, l'âge moyen de départ a même diminué, notamment sous l'effet des mesures prises pour les carrières longues, dont le succès témoigne des aspirations profondes des salariés. Une récente étude de la CNAV montre que « les assurés en majorité attendent la retraite avec impatience », et que de nombreux facteurs interviennent dans la décision de prendre sa retraite. Seule une minorité de salariés est encore en emploi à l'âge de la retraite, les employeurs n'ont pas changé dans leur politique d'exclure les seniors de l'emploi. L'impact des contraintes familiales, de la fatigue au travail, de la santé est superbement ignoré.

La question de la pénibilité n'est pas réellement prise au sérieux et le « travailler plus pour gagner plus » risque bien d'aggraver encore les choses. Ce déni de la réalité commence à provoquer un sentiment de colère chez les salariés. Ne pas traiter au fond les aspirations sociales, les questions du travail et de l'emploi, ni celles du financement, revient à avouer que l'objectif n'est pas tant l'allongement de durée de cotisation que la

La FSU s'opposera aux projets ministériels d'expérimentation de l'entretien professionnel, convaincue que s'engager dans cette voie rendrait difficile un retour en arrière, quand bien même l'expérimentation ne serait pas concluante.

L'engagement professionnel des agents de l'État se construit en premier lieu sur le sens de leur travail, sur la nature de leurs missions. L'insistance du pouvoir sur les « coûts » sans que jamais ne soit évoquée l'indéniable contribution de la Fonction Publique à la vie quotidienne des citoyens et au développement du pays, la remise en cause de pans entiers de missions est aujourd'hui pour les personnels source de souffrance.

Ce n'est pas l'individualisation des rémunérations, le dynamitage du statut, des concours, la remise en cause des carrières, l'introduction des contrats de droit privé qui permettront à notre pays de disposer d'une Fonction Publique moderne. C'est en respectant les principes qui ont assuré une Fonction Publique intègre, au service de l'intérêt général, que l'on doit débattre des moyens pour que la Fonction Publique réponde encore mieux aux besoins des citoyens.

La FSU appelle les personnels à exprimer leur opposition à ce projet, et à en expliquer les conséquences aux usagers.

Communiqué FSU du 25 septembre 2007

baisse des pensions. Le gouvernement doit alors assumer devant l'opinion cette position.

Le premier ministre vient donc brutalement d'envoyer un signal clair à la société française : pour assurer ses vieux jours, mieux vaut être riche, avoir un patrimoine et un travail gratifiant et bien rémunéré que de faire confiance aux régimes par répartition. En entretenant le catastrophisme (l'État « en faillite »), le premier ministre alimente le pessimisme et prend la responsabilité de provoquer de nouveaux départs anticipés. Non sans une certaine démagogie, il prétend se soucier des petites retraites, alors que les réformes Balladur et Fillon sont de véritables machines à fabriquer des petites retraites, pénalisant les carrières courtes, le chômage et la précarité. Les femmes en sont les premières victimes.

La FSU estime que la démocratie exige un véritable débat public sur les retraites à la fois sur le bilan de la réforme et sur les mesures à prendre ; elle confirme sa proposition aux autres organisations syndicales d'une initiative publique là-dessus. Elle fera tout pour construire les initiatives les plus larges sur cette question.

D'autres choix sont possibles !

Communiqué FSU du 26 septembre 2007

Grenelle de l'environnement

I Le Grenelle de l'environnement, c'est quoi, c'est qui, c'est quand ?

Le Grenelle de l'environnement est organisé par le tout nouveau ministère : MEDAD (Ministère de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement Durable) ; C'est un projet qui avait été porté par l'Alliance pour la planète, la Fondation Nicolas Hulot et France Nature Environnement lors des dernières élections présidentielles. Ce Grenelle est présenté comme des négociations sur l'environnement, qui réunissent l'État et l'ensemble des représentants de la société civile, entre les mois de juillet et d'octobre 2007.

Les acteurs

Les différents acteurs qui participent aux négociations du Grenelle de l'environnement sont regroupés en 5 collèges :

- Collège ETAT
- Collège ONG
- Collège SALARIES
- Collège EMPLOYEURS
- Collège COLLECTIVITES TERRITORIALES

A ces collèges sont associés des personnes morales, qui participent également aux négociations.

Les groupes et thématiques de travail

Six groupes de travail ont été définis dans le cadre des négociations du Grenelle de l'environnement :

Groupe 1 : « lutter contre les changements climatiques et maîtriser la demande d'énergie »

Groupe 2 : « préserver la biodiversité et les ressources naturelles »

Groupe 3 : « instaurer un environnement respectueux de la santé »

Groupe 4 : « adopter des modes de production et de consommation durables »

Groupe 5 : « construire une démocratie écologique »

Groupe 6 : « promouvoir des modes de développement écologiques favorables à l'emploi et à la compétitivité »

L'ensemble des 5 collèges est représenté dans chacun des 6 groupes de travail. Chaque groupe de travail est composé d'une trentaine de personnes et est présidé par une personnalité nommée par l'État.

Liste des négociateurs de chaque groupe de travail

Lien vers le site du MEDAD

Groupe 1 « lutter contre les changements climatiques et maîtriser la demande d'énergie » <http://www.legrenelle-environnement.gouv.fr/grenelle-environnement/spip.php?article27>

Groupe 2 « préserver la biodiversité et les ressources naturelles » <http://www.legrenelle-environnement.gouv.fr/grenelle-environnement/spip.php?article32>

Groupe 3 « instaurer un environnement respectueux de la santé » <http://www.legrenelle-environnement.gouv.fr/grenelle-environnement/spip.php?article35>

Groupe 4 « adopter des modes de production et de consommation durables » <http://www.legrenelle-environnement.gouv.fr/grenelle-environnement/spip.php?article38>

Groupe 5 « construire une démocratie écologique » <http://www.legrenelle-environnement.gouv.fr/grenelle-environnement/spip.php?article42>

Groupe 6 « promouvoir des modes de développement écologiques favorables à l'emploi et à la compétitivité » <http://www.legrenelle-environnement.gouv.fr/grenelle-environnement/spip.php?article45>

Les modalités de fonctionnement des 6 groupes de travail ont

été définies par l'État et les présidents de chaque groupe.

Les étapes et les enjeux

1. Élaboration des propositions (de juillet à mi septembre)

La 1ère étape du Grenelle est consacrée à l'élaboration de propositions d'actions et de mesures, par chaque groupe de travail thématique. Au sein des groupes de travail, chaque acteur est à même de proposer une mesure, et de la mettre en débat. 4 réunions de travail en moyenne doivent être consacrées à l'élaboration des propositions.

2. Consultation du public et des acteurs locaux (septembre)

L'État organisera dans le courant du mois de septembre et début octobre :

Une consultation publique via son site Internet dédié au Grenelle de l'environnement (<http://www.legrenelle-environnement.gouv.fr>)

Une consultation des acteurs locaux à travers la tenue de plusieurs réunions décentralisées, qui associeront notamment : les élus locaux, des acteurs économiques et des associations locales.

3. Négociations autour des propositions (octobre)

D'ici la fin du mois de septembre, l'ensemble des propositions sera restitué par les présidents des groupes de travail, au gouvernement.

Ces propositions seront par la suite mises sur la table des négociations qui dureront 3 jours, dans le courant du mois d'octobre. Selon l'État, une vingtaine de mesures concrètes, recueillant un accord le plus large possible des participants, devront émaner des négociations du Grenelle.

Ces négociations devraient aboutir à une feuille de route reprenant l'ensemble des mesures et leur applicabilité : définition des moyens juridiques, sociaux, budgétaires et techniques nécessaires.

4. Les consultations en régions :

Dans cette première étape, la FSU n'a eu droit qu'à une place dans le groupe 5 (et dans les personnes qualifiées, pas en tant qu'OS).

L'étape suivante qui est la consultation dans les régions organisée par le MEDAD peut offrir une opportunité d'intervention des la FSU plus importante

Le 5 octobre : Bourges, Drancy

Le 8 octobre : Aurillac, Besançon, Le Havre, Sophia-Antipolis

Le 10 octobre : Laval

Le 11 octobre : Annecy

Le 15 octobre : Arras, Saint-Etienne, Périgueux, Châlons-en-Champagne, Saint-Denis de la Réunion

Le 16 octobre : Brest

Le 19 octobre : Épinal

Non datée : Mulhouse

Elles devraient travailler également en groupes de travail (les 6 mêmes auxquels s'ajoutent 2 groupes : déchets et OGM).

Attention les conseils régionaux peuvent également prendre l'initiative de débats et consultations parallèlement aux réunions décentralisées du MEDAD.

5 Pour en savoir plus :

Site officiel : <http://www.legrenelle-environnement.gouv.fr/grenelle-environnement/> Le blog des ONG : <http://legrenelle.lalliance.fr/>

II Quelle action de la FSU au plan national et départemental

Lors du dernier CDN a été débattue et adoptée dans le texte

action notre intervention dans ce cadre. (en annexe rappel des mandats adoptés lors du dernier congrès et texte adopté au CDN)

Notre approche critique sur le fond et la forme :

Le cahier des charges du gouvernement est très strict : il s'agit d'aboutir à 15-20 propositions concrètes faisant consensus. Ce qui limitent les résultats d'emblée (non seulement sur nucléaire ou OGM par exemple), et écarte toute possibilité de proposition innovante en particulier sur le contrôle ou la moralisation de l'activité économique.

D'autre part le calendrier est extrêmement resserré ; cette rapidité ne permet pas d'avoir un véritable débat public, de mener des réflexions approfondies que nécessite la complexité du sujet. Il n'y a de fait aucune négociation réelle dans les groupes de travail. (pas question par exemple de fâcher le MEDEF en cherchant à imposer des contraintes juridiques)

La FSU va adresser en début de semaine prochaine à Jean Louis Borloo un courrier dans ce sens comme l'a déjà fait Bernard Thibaud pour la CGT.

La nécessité d'intervenir dans les régions et aussi de participer aux initiatives citoyennes, alternatives.

La mise en œuvre de "Grenelle alternatifs et citoyens" permet en effet de rassembler des acteurs du mouvement social et du mouvement écologiste, dans l'esprit du séminaire "Les mouvements sociaux confrontés à la crise écologique", organisé par Attac auquel la FSU a participé.

Le calendrier actuellement prévu des Grenelle "alternatifs et citoyens" s'échelonne du 6 au 20 octobre :

6 octobre : Vélorution à Paris

Entre le 6 octobre et le 20 octobre : des Grenelle alternatifs et citoyens locaux ou régionaux, qui peuvent prendre des formes variées en fonction des calendriers locaux, des réalités locales. Le rôle d'Attac, par sa capacité à réunir à la fois des organisations écologistes et syndicales, est important pour la construction de ces forums. Fausses manifs anti-écologie proposées par Greenpeace mais cela reste à confirmer : des réticences ont été exprimées sur ce type de manifestations et leur efficacité. Actions communes syndicats de la SNCF et associations écologistes sur la question du fret, en liaison avec la fermeture de gares et avec la diminution du transport par voie ferrée. - actions de désobéissance autour des 4 moratoires (nucléaire, OGM, incinérateurs, autoroutes) en suivant les villes où le gouvernement organise des débats publics.

"On s'arrête pour la planète" le vendredi 19, veille du Grenelle alternatif et citoyen tenu à Paris : appel à ce que, à partir d'une heure restant à déterminer, tout le monde « s'arrête », dans la rue, sur son lieu de travail, chez soi..., avec en projet des petits films diffusés le soir (proposé par les Amis de la Terre).

20 octobre Grenelle alternatif et citoyen à Paris . Un appel (ci-joint) va être lancé au mouvement associatif et syndical afin d'organiser le Grenelle alternatif et citoyen de Paris, juste avant la date prévue des négociations finales. la FSU participe à cette initiative.

27 octobre : ouverture d'un lieu alternatif pendant le Grenelle, pour suivre les résultats des mesures gouvernementales et en discuter collectivement.

ANNEXE

Pour la Terre et l'humanité, il y a urgence ! Appel à des « Grenelle de l'environnement alternatifs et citoyens »

Fin octobre aura lieu le « Grenelle de l'environnement ». Le président de la République dit vouloir mettre en œuvre une réelle politique de l'environnement. Mais il ne veut pas remet-

tre en cause les mécanismes et orientations industrielles et économiques qui détruisent l'environnement et les liens sociaux, qui excluent les citoyens des prises de décision les plus importantes pour leur présent et leur avenir.

L'explosion du transport routier pendant que l'on ferme les gares et que le fret ferroviaire s'amenuise chaque jour en est une illustration parmi d'autres. Le réchauffement climatique ne peut pourtant plus être sous-estimé, et les responsabilités du transport routier sont reconnues par tous.

De même, les conséquences désastreuses de la culture des OGM en plein champ, le développement des agrocarburants et des pesticides, le gaspillage de l'eau, tout ce qui fait le quotidien de l'agriculture intensive, sont autant de facteurs de pollution dans les campagnes.

A l'échelle planétaire, la raréfaction des ressources naturelles, dont l'eau, et la disparition de milliers d'espèces vivantes sont déjà des catastrophes bien présentes.

Les incinérateurs ou l'utilisation de l'amiante pendant des décennies sont toujours les causes de nombreuses maladies.

Quant aux tentatives de relance de l'industrie nucléaire, en France avec le réacteur EPR et dans toutes les régions du monde, y compris les moins stables, elles se sont faites sans débat malgré de gros risques encourus.

Autant de questions, parmi d'autres, qui doivent être prises à bras le corps pour déboucher sur une modification en profondeur de ces politiques agricoles, industrielles, énergétiques ou de transports qui nous mènent droit à la catastrophe

La mobilisation citoyenne est aujourd'hui nécessaire pour que cette échéance ne se réduise pas à une simple opération de communication gouvernementale et à des mesurètes totalement inadaptées à l'urgence de la situation. C'est pourquoi les organisations soussignées appellent à organiser dans toute la France des « Grenelles alternatifs et citoyens » ou toutes autres initiatives, afin que chacun se saisisse de ces questions et exige des décisions concrètes, immédiates et courageuses.

En effet quel sens aurait un « Grenelle de l'environnement » qui ne déboucherait pas -il aurait d'ailleurs dû commencer par là- sur l'instauration de moratoires sur des sujets parmi les plus sensibles, moratoires qui permettraient de poser les bases de véritables débats publics et d'élaborer collectivement des alternatives aux politiques qui détruisent la planète ? Une exigence, pour les organisations de défense de l'environnement, est que soient instaurés des moratoires fermes pour des durées significatives sur le nucléaire, la culture d'OGM en plein champ, la construction d'autoroutes et d'incinérateurs.

À l'occasion du Grenelle, et à l'appel des organisations écologistes, altermondialistes, syndicales, les citoyennes et citoyens doivent s'emparer des grandes questions écologiques afin de co-élaborer des alternatives au type actuel de développement. Et ce en tout indépendance vis-à-vis du gouvernement.

Nous appelons donc tous et toutes à se rassembler et à agir dans tout le pays pendant le mois d'octobre : manifestations, actions spectaculaires, festivals, forums... pour faire entendre la voix de l'urgence environnementale, sociale et démocratique.

Pour info : il existe une initiative le 6 octobre à Lyon.. *Il est organisé par La Décroissance, l'IEESDS (Institut d'études économiques et sociales pour la décroissance soutenable), Casseurs de Pub, avec comme partenaires Confédération paysanne, Alternatives non violentes, Le Sarkophage, CRIIRAD, Université populaire de Lyon, Alter Ekolo. Dans l'appel à cette manifestation, il est écrit : " Il (le Grenelle de l'environnement) vise à réduire l'écologie politique à un programme d'accompagnement du programme écono-*

Convergence nationale des collectifs de défense et de développement des services publics

L'Assemblée Plénière de la Convergence Nationale des Collectifs de Défense et de Développement des Services Publics réunie le 22 Sept à Limoges, s'inscrit pleinement dans une dynamique de résistance et de riposte aux mesures de politique sociale, économique, fiscale et budgétaire décidées par le Président Sarkozy et son gouvernement. Celles-ci portent en effet des coups terribles et répétés au monde du travail, tant au niveau de la sécurité sociale que professionnelle, au caractère démocratique de nos institutions, au rôle social et économique que peuvent encore jouer dans notre pays les biens et services publics comme facteurs d'égalité et de solidarité.

L'Assemblée réaffirme sa volonté de contribuer pleinement au succès de la mobilisation le 29 sept contre les franchises médicales et pour le droit d'accès aux soins pour toutes et tous, dans l'égalité.

Il y a là une lutte qui doit se poursuivre au-delà du 29 et dont les enjeux sont fondamentaux au regard du système solidaire d'Assurance - Maladie, de son financement, de la démocratie sanitaire, et plus largement du service public de santé. **Le pouvoir doit reculer dans cette prétention intolérable d'infliger aux malades une double peine en les faisant payer « la faute sociale » d'être malade !!! Les suites du 29 doivent également contribuer à amplifier le débat national** sur les solutions réalistes qui existent pour un financement plus solidaire, socialement plus juste, de la sécurité sociale et à susciter un réel mouvement populaire et citoyen sur ce sujet.

Elle s'estime totalement concernée et donc là aussi engagée par l'action qu'a décidée la quasi totalité des Fédérations syndicales des Cheminots pour le 18 octobre, qui a bien pour enjeu, au-delà du débat sur les régimes spéciaux, la bataille contre un nouveau recul social d'envergure concernant l'ensemble des retraites, ET aussi pour un développement MAXIMUM du service public, en l'occurrence celui du transport ferroviaire, tant au niveau du ferroutage des marchandises qu'à celui du service voyageurs sur la totalité du réseau national, **mais pourquoi pas, le 18 octobre, des convergences avec d'autres services publics confrontés aux mêmes objectifs de désengagement de l'état, de réductions des missions, de reculs dans la qualité du service rendu, de privatisations ?**

En cohérence avec les perspectives soit disant salvatrices et modernistes, mais en fait parfaitement catastrophiques, annoncées par Sarkozy pour la Fonction Publique, on observe l'accélération d'une attaque frontale sur l'ensemble des biens et services publics.

Leur liquidation partielle et l'alignement sur le fonctionnement de l'entreprise privée est une des grandes priorités politiques du Président. Sur les cinq prochaines années, à un recul proprement inimaginable de l'emploi public (pour la période 2002- 2012 cela se chiffrerait en centaines de milliers de postes perdus !!!) entraînant forcément de nouveaux abandons et désengagements ainsi que des nouvelles privatisations et réductions de services et de missions, il faudrait ajouter la perte de ce que le statut des fonctionnaires garde encore comme principes progressistes en matière d'indépendance, d'évaluation et d'évolution de carrière .

L'Assemblée constate que de plus en plus gravement, au niveau de la santé, de l'éducation depuis la maternelle jusqu'à l'université, des services à la personne depuis la petite enfance jusqu'à la fin de vie, de l'énergie, de la recherche, de la justice ou encore de la poste, est compromise la capacité pour le service public d'assumer pleinement son rôle et ses missions.

Une telle situation exige que toutes celles et ceux qui en sont les victimes dans leur vie quotidienne, toutes celles et ceux qui à des titres divers ne se résignent pas, se rassemblent et mènent ensemble les combats qui leur sont communs, et qui

ont le même sens, plutôt que de répéter les appels!!!!

Des propositions d'origine syndicale comme le 18 octobre ou politique comme le 27 octobre nous paraissent constituer de réelles opportunités à saisir pour affirmer de manière puissante et motivante que la satisfaction des besoins essentiels des populations, **dans toutes leurs dimensions sociales, économiques, écologiques et avec comme principes politiques premiers l'égalité, la justice et la solidarité**, exige au contraire que les Pouvoirs Publics, à tous les niveaux (état, régions, départements, communes) , mettent en œuvre, selon leurs compétences, au moyen de procédures démocratiques associant les salariés, les usagers, les élus, des instruments publics de qualité - missions, entreprises et services. **C'est là un choix de société indispensable pour que le libre et plein exercice par toutes et tous des droits fondamentaux, pour que l'aménagement équilibré du territoire, puissent s'accomplir dans une visée et une cohérence d'intérêt général et ne soient pas soumis au bout du compte à la concurrence féroce d'intérêts privés.**

C'est elle qui est fondamentalement à l'origine des insupportables contradictions que l'actualité ne cesse d'afficher : **il est indécent** de multiplier les franchises médicales près avoir décidé 13 milliards d'exonérations fiscales et « oublier » les 3 milliards qu'il serait possible de récupérer sur les stocks-options,

Il est indécent d'annoncer en pleine préparation du Grenelle de l'Environnement la fermeture de 263 gares aux wagons isolés de marchandises, **Il est indécent** de ponctionner le pouvoir d'achat des salariés et de taxer la consommation tout en pleurant hypocritement sur la faiblesse de la croissance, **et pour finir il est indécent** d'alerter sur la faillite possible de l'Etat français quand les plus grosses fortunes de ce pays s'engraissent et qu'on réduit leur contribution aux finances de ce même état !

L'Assemblée appelle l'ensemble des Collectifs et organisations associatives, syndicales et politiques qu'elle rassemble, à contribuer au succès et au développement des multiples actions de résistance et de revendications qui sont lancées ou qui se dessinent dans un futur proche pour défendre et proposer des choix de solidarité, d'égalité, de démocratie et de laïcité , des choix de service public et d'intérêt général.

Elle le fera avec l'objectif permanent de favoriser les convergences des luttes, des salariés, des usagers et des élus, avec la volonté de faire grandir cette exigence qui mûrit et a marqué une bonne partie des travaux de la séance, d'une grande mobilisation nationale défendant l'existence même des instruments publics - missions, biens, services et financements- permettant aux politiques publiques de conserver la maîtrise des orientations sociales et économiques dont elles ont la responsabilité pour répondre aux besoins du plus grand nombre .

Elle décide donc la publication rapide et la diffusion massive d'un tract national allant dans ce sens et appelant à ce que les actions déjà décidées deviennent encore mieux des moments de fortes convergences et de rassemblements unitaires, dans la continuité .

Elle décide également de se mobiliser pour lancer courant novembre et durant 3 mois, en liaison avec les prochaines élections municipales et cantonales de 2008, une grande campagne sur la nécessité du service public de qualité. Le pivot central en sera « le Cahier d'Exigence du Service public » ouvert par une Charte et nous le porterons avec toutes celles et ceux qui le voudront , sans exclusive, pour libérer la parole citoyenne et faire que les échéances municipales et départementales soient transcendées par ce débat .

COMMUNIQUE DE PRESSE lundi 24 septembre 2007

Lettre ouverte au président de la République

Monsieur le Président,

Améliorer la réussite scolaire de tous les jeunes, il n'y a rien de plus urgent !

Vous semblez découvrir ce que nous n'avons cessé de dénoncer : après des années de progrès constants, de hausse du niveau de formation des jeunes, le système éducatif peine encore à remédier à l'échec scolaire de milliers de jeunes en difficulté.

Mais cette crise est d'autant plus urgente à traiter qu'elle s'inscrit dans une société qui voit grandir les inégalités sociales et territoriales. S'il y a des difficultés dans l'École, elles renvoient aussi, tout le monde le sait, à des difficultés vécues au quotidien hors de l'école par des milliers d'enfants et de jeunes. Non, tous les enfants n'ont pas les mêmes chances au départ, tous les jeunes n'ont pas les conditions de vie, de santé, d'équilibre qui leur permettent, sans accompagnement, d'accéder aux apprentissages, de se projeter dans l'avenir.

Aider efficacement les jeunes les plus en difficulté, former les enseignants pour cela, combattre les inégalités sociales et le danger que représenterait l'instauration d'une École à deux vitesses, ouvrir un avenir positif pour tous les jeunes, rien de plus difficile, rien de plus compliqué sans doute, mais rien de plus indispensable pour les jeunes, pour nous, pour l'avenir du pays. C'est pourquoi l'École doit réussir à se transformer.

C'est ce défi là que doit relever le Service Public d'Éducation, parce qu'il est le seul à pouvoir le faire, pour tous, et pas seulement pour les plus favorisés ou les « méritants ».

C'est une question d'avenir, c'est un enjeu de démocratie. « Égalité des chances » ou « ambition-réussite », ces grands mots, tout comme les polémiques stériles sur les méthodes d'enseignement, ne peuvent tenir lieu de politique de transformation démocratique de l'École.

Au contraire, supprimer des milliers de postes, réduire l'offre d'enseignement pour tous, libéraliser la carte scolaire pour laisser se développer des ghettos scolaires, jouer la

concurrence entre établissements, annoncer un collège éclaté, favoriser l'école privée, c'est menacer gravement le service public. Comment avancer avec une politique guidée par la seule réduction des coûts ?

Tristement historique, la suppression de 11 200 emplois dans l'Éducation nationale (et peut-être plus dans les années à venir), s'ajoutant aux milliers déjà subies, annonce encore plus de précarité, de difficultés, pour tous, personnels, familles, élèves. C'est inacceptable.

L'école, les enfants et les jeunes méritent mieux.

L'avenir des enfants d'aujourd'hui, leur formation de citoyen et leur insertion professionnelle ne peuvent pas se réduire à un problème de « rentabilité » du système, encore moins s'organiser en sélections successives avant le collège, les lycées ou l'université.

Leur avenir se joue dès la maternelle, il se joue dans des classes moins chargées, il se joue dans un collège pour tous, il se joue dans la mise en oeuvre de pédagogies et d'organisations prenant en compte chacun, permettant l'accès de tous aux savoirs, à la culture. Il se joue certes avec des études dirigées, mais aussi et surtout avec une meilleure cohésion de la communauté éducative, des enseignants formés, des personnels pour accompagner, aider à tous les niveaux enfants et adolescents.

Nous voulons une politique éducative ambitieuse faisant avancer notre École publique en mettant au cœur la réussite de tous les jeunes. Nous voulons pour cela d'autres choix, un autre budget, une autre politique.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le président de la République, l'expression de notre haute considération.

Cé, CRAP-Cahiers pédagogiques, FAEN, FCPE, FERC-CGT, FIDL, FSU, GFEN, ICEM-Pédagogie Freinet, Ligue de l'enseignement, SGEN-CFDT, UNEF, UNL, UNSA Education.

(Lettre à signer en ligne sur www.lettreouverteaupresident.org)

Forum social européen de Malmö

**Réunion préparatoire du Forum social européen de
2 0 0 8
Stockholm, les 14, 15 et 16 septembre 2007**

L'Assemblée européenne de préparation (AEP) a rassemblé 165 personnes représentant 60 organisations d'une vingtaine. Elle a permis de lancer le processus de préparation du prochain FSE qui se tiendra en Suède à Malmö du 18 au 21 septembre 2008.

La municipalité de Malmö, ville moyenne du sud de la Suède s'est engagée à accueillir le forum (prêt de salles, subventions).

Le comité d'organisation scandinave se fixe pour objectif minimal de 20 000 personnes, dont 6000 du reste de l'Europe.

Le forum se tiendra sur plusieurs lieux autour du Folkests

Park (Parc du Peuple) ; nous disposerons de salles allant de 50 à 500/1000 places. . Un 1^{er} projet de budget a été présenté.

Site internet : Il aura 2 sites différents. Le site www.fes-esf.org sera dédié à la mémoire du FSE et aux débats politiques à mener dans le cadre du FSE. Le site www.esf2008.org sera purement informatif (événements, informations pratiques, AEP)

Ouverture du site à l'enregistrement des séminaires : début décembre 2007

Programme

Le processus à suivre n'a pas vraiment été décidé : à ce stade, aucune décision sur le contenu, les thèmes ...

• Un calendrier des opérations a été arrêté : S'ouvre jusqu'au mois de décembre un "processus de thè-

mes à suggérer" par le biais du site www.esf2008.org. A partir de décembre et jusqu'au mois d'avril, il sera possible de soumettre des propositions événements, d'ateliers et de séminaires. La discussion sur le programme (processus et/ou contenu) sera reprise prioritairement lors de la prochaine AEP qui se tiendra en décembre.

Le processus dit de "fusion" des thèmes, ateliers, etc. devrait débiter en mai ou juin 2008 et un premier programme sera arrêté en juillet 2008 pour servir de support à la mobilisation, le programme final étant arrêté le 1er septembre 2008.

L'AEP a été précédé comme d'habitude le vendredi par les réunions de différents réseaux : Réseau : travail et mondialisation, Réseau services publics, Environnement, Charte des principes pour une autre Europe, Éducation, Migrants, Réseau féministe

1- Réseau services publics

- Présentation des attaques en Suède et des campagnes en cours.
- Thématiques pour le prochain FSE: démocratie/service public ; stratégie à adopter, financement des services publics
- Invitation au Forum social Turc
- 5&6 décembre 2007, journée au Parlement européen
- Mise en place d'un outil : "l'euro- thermomètre" (étude sur l'état des SP en Europe)

2-Réseau "Travail et globalisation"

Né à Nairobi, ce réseau regroupe associations et syndicats : la présence importante des syndicats à cette réunion montre que des liens commencent à se tisser. Une partie de la réunion a porté sur les rapports entre les attaques subies par les salariés en Europe et les politiques de libre-échange. Notamment, la politique de l'UE décrite dans la communication de la Commission "Une Europe compétitive dans un monde global" du 4 octobre 2006 (endossée par le Conseil le 13 novembre suivant) a été étudiée. Deux autres thèmes ont été discutés, la précarité et la question du modèle social européen. Une rencontre large de ce réseau devrait avoir lieu en Allemagne en 2008 à l'invitation de l'IG metal. Il est décidé de produire des études sur ces trois thèmes et de les proposer lors du prochain FSE.

3- Réseau éducation (Compte- rendu Dominique Gianotti)

- Ce réseau existe depuis la création du FSE et a organisé de nombreuses activités à Florence, Paris St Denis, Londres et Athènes.
- A la réunion étaient présents des camarades d'Italie, de Turquie et de France. Se sont excusés des grecs (OLME), des espagnols (FECCOO, STES), des portugais (FENPROF), des anglais. Il faudra veiller à l'élargissement du réseau aux pays hôtes (scandinaves), aux pays de l'Est et faciliter la participation des pays du Sud de l'Europe.

- Décisions d'action :
 - après clarification et simplification, le questionnaire dressant un bilan de l'état de l'enseignement public en Europe

vous est renvoyé pour être rempli d'ici fin octobre. Ainsi nous pourrions en faire l'analyse pour le Forum des Services Publics (début décembre).

- Début de réflexion (à approfondir) sur les formes de privatisation rampante au sein même du public (choix libre des parents, techniques de management des chefs d'établissement, logiciels favorisant la concurrence, etc....)
 - Nous souhaitons que tout ce travail soit exploité au Forum des Services Publics des 5 et 6 décembre au Parlement de Bruxelles. Nous sommes allés à la réunion du réseau des SP et avons demandé à tenir un atelier le 5 décembre et à faire une intervention dans une plénière le 6 décembre. Les camarades ont accepté.
 - Nous envisageons si possible au FSE de Malmö un espace spécifique permettant des activités diversifiées (séminaires, échanges avec les participants, expositions, vidéos, etc....).
 - Nous considérons que notre réseau doit continuer à favoriser l'ouverture, la diversité, l'élargissement et la transversalité avec les autres réseaux issus des FSE.
- Pour le Réseau Éducation Européen : Dominique Giannotti (FSU- France)

4-Charte des principes pour une autre Europe

La discussion a porté d'abord sur la préparation de la journée du 20 septembre, à laquelle Attac participe, au Parlement européen. Cette journée a un double objectif : discuter de façon large des alternatives à l'Europe libérale et, dans ce cadre, du contenu de la Charte ; être une première étape de discussion et de mobilisation sur la question du nouveau traité européen. Le contenu de la Charte et son processus ont été aussi débattus. De nombreuses remarques ont été faites sur le contenu de la Charte. Des divergences subsistent entre les participants sur un certain nombre de points et le caractère "opérationnel" du document a été mis en cause. De l'avis général, une réflexion devra se poursuivre suite à la journée du 20 septembre tant sur le contenu que le processus et son élargissement nécessaire.

5- Journée mondiale d'action du 26 janvier

Lors de la réunion du groupe de travail "AG des mouvements sociaux" une discussion a eu lieu sur la journée mondiale d'action du 26 janvier décidée par le Conseil international (CI) du FSM. Cette journée étant décidée par le CI, elle se situe dans le cadre du processus des forums. La discussion sur son organisation peut donc se passer dans le cadre de l'AEP.

Un débat a eu lieu sur l'opportunité d'avoir un appel des participants à l'AEP pour le 26 janvier. Un texte reprenant une partie de l'appel international et pointant les raisons qui rendent nécessaire une mobilisation à l'échelle européenne a été adopté par l'AEP

La prochaine AEP aura lieu les 1 et 2 décembre 2007 à Istanbul

Sophie Zafari

20 Octobre : Journée de solidarité avec les étrangers

Samedi 20 octobre

Journée Nationale de Mobilisation
UCIJ - Uni(e)s contre l'immigration jetable
RESF - Réseau Éducation sans frontière
CSP - Collectifs de sans papiers d'Ile de France

Journée de la Solidarité avec les étrangers

dans une résistance réfléchie
au nom des droits fondamentaux
et de la dignité de la personne humaine

Une énième Loi sur les étrangers est dans le tuyaux parlementaires et sera soumise à l'avis du Conseil Constitutionnel ; en cinq ans, le gouvernement aura été à l'initiative de quatre Lois, de multiples décrets, circulaires et décisions administratives qui restreignent à chaque fois un peu plus les faibles droits des étrangers dans ce pays. Au nom d'une immigration dite « choisie » — pour laquelle l'être humain se limite à une chose productive — il est coupé de sa famille, qui a de plus en plus de difficultés à le rejoindre en raison des nouvelles barrières légales et administratives. Persécuté dans son pays d'origine, l'accès à l'asile lui est rendu chaque jour plus impossible. Test ADN ou pas, ce gouvernement flirte avec le racisme et la xénophobie et au final ce sont nos droits fondamentaux à toutes et à tous qui se réduisent comme peau de chagrin.

Mais la France est d'abord et avant tout dans les actions de ses habitants ! Les multiples initiatives de solidarité avec et autour de la condition d'étrangers, immigrés et sans-papiers, seront le 20 octobre au cœur de nos manifestations. Oui, il y a les parrainages des sans-papiers, il y a la mobilisation quotidienne des parents d'élèves contre les expulsions d'enfants, il y a les réactions des passants lors des rafles, il y a les initiatives des chercheurs et des universitaires, il y a le cœur du syndicalisme qui veille sur le lieu de travail et soutien les initiatives de tant de professions (assistantes sociales, inspecteurs du travail, personnels hospitaliers, pilotes de ligne...), il y a, il y a... et tout cela donne aux solidarités et à la résistance le visage de l'action. Multiples et diverses, elle prendra à Paris et en province la forme de manifestations de rue mais aussi, partout en France, des rassemblements, débats, concerts, rencontres... seront organisés.

Un pays se juge à la façon dont il accueille les étrangers !

Il se juge aussi à la manière dont ce gouvernement tente de briser le lien social et la solidarité. Ce 20 octobre sera l'occasion de donner un plus grand écho à la situation de l'instituteur marseillais Florimond Guimard « coupable » de solidarité et dont le jugement aura lieu le 22 octobre.

www.contreimmigrationjetable.org

10 octobre, journée mondiale contre la peine de mort

La coalition mondiale contre la peine de mort regroupe des ONG de défense des droits humains, des barreaux d'avocats, des collectivités locales et des organisations syndicales (la FSU et le CSFEF) issus d'une dizaine de pays. Elle a pour objectif la promotion de l'abolition universelle au travers d'actions de plaidoyer et de campagnes d'opinion.

Chaque 10 octobre, elle organise la Journée mondiale contre la peine de mort

Cette année, la journée du **10 octobre** met l'accent sur un projet de résolution soumis à l'Assemblée Générale de l'ONU prévoyant un moratoire universel sur les exécutions.

Une pétition internationale appuie cette initiative.

www.worldcoalition.org/petitions/?petition3

Nous vous suggérons de présenter, autour du 10 octobre, cette journée mondiale des abolitionnistes ainsi que la pétition auprès des syndicats nationaux, dans la presse départementale et sur votre site internet.

Un matériel d'information très détaillé ainsi que les éléments nécessaires à la « communication » (bannière, documents d'information...) sont disponibles et téléchargeables sur le site de la Coalition mondiale : www.worldcoalition.org.

**Retrouvez les infos
sur le site web de la fsu:
<http://fsu.fr>**

imprimé par nos soins - n°ISSN: 1247-2859 - N°CPPAP: 0710 S 07455—Dépôt Légal: Octobre 2007—Prix: 0.4€
Directeur de la Publication: Gérard Aschieri
POUR L'ENSEIGNEMENT, L'ÉDUCATION, LA RECHERCHE, LA CULTURE, LA FORMATION, L'INSERTION, Info
3/5 rue de Metz - 75010 Paris - TEL: 0144799030 - FAX: 0148010252 - **E-Mail** : fsu.nationale@fsu.fr